

MINISTÈRE DU TEMPS LIBRE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Modalités de délivrance du brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique.

Le ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession modifiée ;

Vu la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport ;

Vu le décret n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les modalités de délivrance du brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique sont fixées par le présent arrêté. Il confère à ses titulaires le droit d'enseigner à titre rémunéré la culture physique.

Pour être admis à se présenter aux épreuves de l'examen de ce brevet, il faut être âgé de dix-huit ans au moins au 1^{er} janvier de l'année de l'examen.

Art. 2. — Tout candidat à l'examen prévu à l'article premier ci-dessus doit adresser au directeur départemental du temps libre, de la jeunesse et des sports du lieu de son domicile, deux mois au moins avant la date fixée pour l'examen, un dossier complet comportant les pièces suivantes :

1. Une demande d'autorisation de se présenter à l'examen ;
2. Une fiche individuelle d'état civil datant de moins de trois mois ;
3. Un bulletin n° 3 du casier judiciaire, datant de moins de trois mois ;
4. Un certificat médical d'aptitude à la pratique et à l'enseignement de la culture physique, délivré depuis moins de trois mois et précisant que l'intéressé est indemne de toute affection contagieuse cliniquement et radiologiquement décelable ;
5. Deux photos d'identité ;
6. Une copie ou une photocopie certifiée conforme du brevet national de secourisme délivré par la protection civile.
7. Deux enveloppes affranchies portant le nom, le prénom et l'adresse du candidat.

Art. 3. — Le jury chargé d'examiner les candidats au brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique est nommé par le ministre chargé des sports ; il est constitué sur les bases suivantes :

- Le ministre chargé des sports ou son représentant (président) ;
- Six membres du corps enseignant de l'éducation physique et sportive dont au moins un membre féminin ;
- Deux spécialistes de culture physique dont un spécialiste féminin ;
- Deux représentants des organisations professionnelles de la culture physique les plus représentatives ;
- Un médecin spécialiste de la médecine du sport ;
- Un professeur d'éducation physique et sportive chargé de l'enseignement de l'anatomie et de la physiologie dans le cadre d'une unité d'enseignement et de recherche d'éducation physique et sportive.

Pour les sessions devant réunir plus de cinquante candidats à l'occasion des épreuves orales, physiques et pratiques, le jury ainsi constitué peut être complété, en fonction des besoins, par des membres du corps enseignant d'éducation physique et sportive à parité avec des spécialistes de la culture physique. Ces derniers devront être titulaires du brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique.

Art. 4. — Le ministre chargé des sports arrête, sur proposition du jury, la liste des candidats définitivement admis à l'examen du brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique.

Art. 5. — L'examen du brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique comporte des épreuves écrites, des épreuves orales, des épreuves physiques et des épreuves de pédagogie pratique.

Chaque épreuve est notée de 0 à 20. Toute note inférieure à 6 est éliminatoire après délibération du jury. Par exception à cette règle, toute note inférieure à 3 est éliminatoire pour les épreuves de pédagogie après délibération du jury.

I. — Epreuves écrites.

1. Anatomie, physiologie (durée : trois heures ; coefficient 3) ;
2. Pédagogie générale et appliquée à la culture physique (durée : trois heures ; coefficient 3).

La liste des candidats admis à se présenter aux épreuves orales, physiques et de pédagogie pratique est établie à l'issue des épreuves écrites. Sont inscrits sur cette liste les noms des candidats ayant obtenu, sans note éliminatoire, un total de 60 points correspondant à une moyenne de 10 sur 20 pour les deux épreuves écrites.

II. — Epreuves orales.

1. Hygiène, sauna, hélio et hydrothérapie (coefficient 2) ;
2. Culture physique : objectifs, moyens, méthodes, résultats (coefficient 4).

III. — Epreuves physiques.

Ces épreuves, dont les programmes sont fixés en annexes au présent arrêté, sont les suivantes :

1. Une épreuve d'endurance du type test de Cooper (annexe I) ;
2. Epreuve complémentaire de grimper (annexe II) ;
3. Culturisme (annexe III) ;
4. Haltérophilie (pour les candidats uniquement) (annexe IV) (1).

IV. — Epreuves de pédagogie pratique.

Ces épreuves consistent en deux leçons :

1. Une leçon collective donnée à un groupe de huit à dix élèves (masculin, féminin ou mixte). Les candidats disposent d'au moins dix minutes pour préparer cette leçon (coefficient 3) ;
2. Une leçon particulière préparée dans les conditions précisées au précédent alinéa (coefficient 3).

Pour pouvoir prétendre à l'attribution du brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique, les candidats doivent avoir obtenu un total de 270 points et les candidates un total de 250 points correspondant à une moyenne de 10 sur 20 pour l'ensemble des épreuves.

Art. 6. — La liste des diplômes figurant au tableau A2 annexé à l'arrêté du 30 juillet 1965 fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif est complétée par le brevet créé par le présent arrêté.

Art. 7. — L'arrêté du 4 octobre 1965 modifié relatif à la création du brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique est abrogé.

Art. 8. — Le directeur des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 12 octobre 1983.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des sports,
J. GROSPILLET.

(1) Les annexes seront publiées au Bulletin officiel, temps libre, jeunesse et sports.

AVIS ET COMMUNICATIONS

PREMIER MINISTRE

Avis de vacance d'un emploi de chargé de mission.

Un emploi de chargé de mission à temps plein est susceptible d'être vacant auprès du secrétaire général pour les affaires régionales de la région Bretagne.

En application du décret n° 82-390 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des commissaires de la République de région, ces emplois sont ouverts aux fonctionnaires administratifs ou techniques de catégorie A.

Ces emplois sont notamment ouverts aux administrateurs civils et aux membres des corps recrutés par la voie de l'Ecole nationale d'administration ainsi qu'aux membres des corps techniques supérieurs de l'Etat.

Il est rappelé qu'en vertu des dispositions du décret n° 79-1110 du 10 octobre 1979 modifiant le décret n° 72-555 du 30 juin 1972, le délai de quatre années de services effectifs dans l'administration d'origine n'est pas opposable aux fonctionnaires candidats, au titre de la mobilité, à un emploi de chargé de mission auprès d'un commissaire de la République de région.

Les candidatures devront être transmises, dès que possible, accompagnées de l'avis des autorités hiérarchiques des fonctionnaires et d'un *curriculum vitae*, à la direction générale de l'administration et de la fonction publique.

Les renseignements complémentaires pourront être demandés à la direction générale de l'administration et de la fonction publique, 32, rue de Babylone, 75700 Paris (téléphone : 556-88-76).

Avis de vacance d'emploi de directeur des études et des stages de l'institut régional d'administration de Lyon.

Un emploi de directeur des études et des stages, régi par les dispositions du décret n° 78-343 du 15 mars 1978, publié au Journal officiel du 19 mars 1978, sera vacant à compter du 1^{er} décembre 1983 à l'institut régional d'administration de Lyon.

Les candidatures doivent être transmises, par la voie hiérarchique, aux services du Premier ministre (direction générale de l'administration et de la fonction publique, bureau FP 5), 32, rue de Babylone, 75700 Paris, avant le 23 novembre 1983, dernier délai.